



PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/RL

**Arrêté préfectoral imposant à la société SOCATEX
des prescriptions pour remise en état de son site
situé 72 rue Principale à FOREST-SUR-MARQUE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment son article R.512-31 et son article R.512-74 et suivants en vigueur au moment de la notification de la cessation d'activité (devenus R.512-39-1 et suivants);

Vu la notification de la mise à l'arrêt définitif des installations de SOCATEX en date du 19 décembre 2008;

Vu les dossiers remis par SOCATEX consécutivement à la mise à l'arrêt définitif de ses installations (notamment le rapport final d'étude (référéncé 3 59 332 ; N°3/4) rédigé par SEVEQUE Environnement et transmis par SOCATEX par courrier du 3 avril 2009, la note technique sur les travaux de dépollution, référencée 3 59 398 en date du 25/03/2010, les courriers de SOCATEX du 13/12/2010 et du 11/04/2011) permettant de justifier de la mise en sécurité du site et de la remise en état du site afin de préserver les intérêts de l'article L.511-1 du code de l'environnement et de permettre un usage industriel;

Vu le rapport du 21 avril 2011 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 17 mai 2011 ;

Considérant que la société SOCATEX a exploité des installations classées relevant du régime de l'autorisation sur le site de Forest-sur-Marque;

Considérant que les sols au droit de ces installations classées présentent une pollution localisée aux hydrocarbures et une pollution généralisée en métaux;

Considérant que la pollution en solvants chlorés des sols et de la nappe est imputable aux activités passées du site mitoyen RLST et qu'en conséquence, il appartient à RLST de mettre en oeuvre les mesures de dépollution et le cas échéant, les mesures de gestion adaptées;

Considérant qu'à l'issue d'un processus de concertation, un usage industriel a été retenu pour la réhabilitation du site par SOCATEX;

Considérant qu'il appartient à SOCATEX de traiter les spots de pollutions identifiés au niveau des sols dans le cadre des investigations réalisées;

Considérant qu'à l'issue des travaux de dépollution, et dans le cadre d'un processus itératif, il appartient à SOCATEX de mener une analyse des risques résiduels intégrant notamment les niveaux de dépollution atteints et les caractéristiques physiques du site afin de vérifier l'acceptabilité des risques sanitaires résiduels pour chacun des polluants mesurés en fond et bord de fouille;

Considérant qu'il appartient à SOCATEX d'informer les futurs acquéreurs, aménageurs, locataires, utilisateurs du site sur les précautions d'usage retenues et/ou sur la pollution résiduelle et que la pérennité de cette information doit être assurée ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société SOCATEX, dont le siège social est situé 6 rue Trieu de Quesnoy, ZI Roubaix Est, 59115 LEERS, et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la cessation d'activité de son établissement situé au 72 rue Principale à Forest-sur-Marque (59510).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'emprise du site exploité par SOCATEX ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance du site SOCATEX.

Article 2 - Dossier de suivi

L'exploitant constitue un dossier spécifique contenant l'ensemble des pièces justificatives des travaux demandés par le présent arrêté.

Le dossier de suivi est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il en adresse une copie à l'inspection des installations classées à tout moment, sur simple demande de celle-ci.

Le dossier complet est transmis à l'inspection des installations classées et à Monsieur le préfet dans un délai de 3 mois après la fin des travaux.

Article 3 - Obturation des ouvrages en profondeur

Tous les ouvrages en profondeur doivent être rebouchés par une société compétente selon les règles de l'art en vigueur à l'exclusion des piézomètres qui seraient utilisées par la société RLST dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.

L'exploitant justifie du rebouchage de ces ouvrages par l'archivage, dans le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté, des certificats de rebouchage fournis par la société dans le mois suivant les rebouchages.

Dans l'attente de leur rebouchage, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir le risque de transfert de pollution via ces ouvrages.

Article 4 - Traitement des sols

L'exploitant traite les sources sols de pollution définies dans les études susmentionnées comprenant au minimum les zones suivantes :

- la source au niveau de l'atelier presse (environ 30m² sur 5,5m de profondeur) ;
- la source au niveau de la cuve à fuel habitations, sur a priori 2m de profondeur ;
- la source au niveau du stockage de produits liquides type huiles (environ 30 m² sur 1m de profondeur) ;
- la source au niveau de l'atelier de presses hydrauliques (environ 40 m² jusqu'à au moins 5,5 m de profondeur et seulement dans les remblais, jusqu'à 1 m de profondeur, sur une surface proche de 350 m²).

A la fin des opérations de traitement des sources de pollution, l'exploitant réalise des prélèvements en quantité suffisante, en fond et bord de fouilles, afin de caractériser la pollution résiduelle des sols et vérifier que le risque sanitaire résiduel est acceptable. La dépollution est poursuivie tant qu'un niveau de risque sanitaire résiduel acceptable n'est pas atteint pour un usage industriel.

Dans un délai de 3 mois après la fin des travaux, l'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 par l'ensemble des résultats qui serviront à l'analyse des risques résiduels permettant de justifier que les conditions de remise en état du site sont compatibles avec un usage industriel (analyses de fin de traitement, méthode de prélèvement, d'échantillonnage et d'analyse, représentativité du nombre d'analyses, interprétation des résultats et conclusions, justification des hypothèses retenues pour la modélisation et des valeurs toxicologiques de référence, prise en compte des incertitudes...).

L'exploitant justifie du choix de la filière retenue pour les terres traitées et assure la traçabilité du traitement retenu. Ces éléments figurent au dossier de suivi prévu à l'article 2.

Les 3 cuves enterrées et les équipements associés sont dégazés et nettoyés par une entreprise habilitée puis retirés. En cas de pollution constatée au droit de ces cuves, les sources sont traitées.

D'une manière générale, tous les déchets générés dans le cadre des travaux de réhabilitation sont éliminés dans des filières dûment autorisées. Les bordereaux d'élimination complétés par le transporteur et le destinataire autorisé sont joints au dossier de suivi dans le mois suivant leur réception.

Article 5 : Plan de gestion et analyse des risques résiduels finale

L'exploitant met à jour son plan de gestion afin de disposer d'un plan de gestion conforme à la méthodologie élaborée par le ministère en charge de l'environnement. En particulier, le plan de gestion présente un bilan en terme de coût/avantage des différentes alternatives de gestion.

Le plan de gestion retenu correspond au bilan coût/avantages le plus favorable, tant au plan sanitaire qu'environnemental, en veillant à privilégier les options qui permettent en premier lieu l'élimination de la source de pollution et en second lieu, la désactivation des voies de transfert.

Le plan de gestion identifie les éventuelles mesures de gestion retenues permettant de rendre le site compatible avec un usage industriel.

Le plan de gestion examine la nécessité de procéder à une surveillance ou non des eaux souterraines au regard notamment de l'impact constaté en HAP, des mesures de dépollution et de gestion retenues, du risque de transfert des polluants du sol vers les eaux souterraines, de la sensibilité du milieu et de l'usage et du risque d'extension de la pollution à l'extérieur du site de SOCATEX.

A la fin des travaux de réhabilitation prévus à l'article 4 du présent arrêté, l'exploitant mène une démarche d'analyse des risques résiduels conforme à la méthodologie élaborée par le ministère en charge de l'environnement.

Cette démarche est menée selon un processus itératif: l'article 4 du présent arrêté ne pourra être considéré comme pleinement exécuté que si l'analyse des risques résiduels montre des niveaux de risques acceptables pour les usagers du site. L'analyse des risques résiduels reprend l'ensemble des mesures de gestion retenues dans le cadre du plan de gestion (interdictions / limitation / précaution au niveau des usages des sols et/ou de la nappe...) et des polluants résiduels.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées et à Monsieur le préfet du nord, dans le délai fixé à l'article 10 du présent arrêté:

- la version définitive de son plan de gestion pour un usage industriel;
- l'analyse des risques résiduels finale.

Article 6 - Recommandations concernant les phases de travaux au niveau des zones contaminées

La réalisation des travaux pouvant comporter un contact direct ou indirect (par le biais des poussières notamment) avec les terrains ou les eaux contaminés doit être précédée d'une évaluation des risques afin d'assurer la protection des travailleurs, de l'environnement et de la santé publique lors des chantiers.

Cette évaluation définira, en conformité avec la réglementation en vigueur, les mesures de prévention à mettre en œuvre pour protéger :

- La santé et la sécurité des travailleurs ;
- L'environnement et notamment les sols, les eaux souterraines et superficielles, la qualité de l'air,
- La sécurité des riverains et la santé publique.

Des précautions particulières devront être prises durant le chantier afin de limiter les envois de poussières, notamment lors du transport des terres polluées (bâchage des camions, nettoyage des roues et/ou des chaussées...).

Article 7 - Précautions d'usage et maintien de la mémoire

L'exploitant identifie toutes les propositions de précautions d'usage rendues nécessaires pour garantir des niveaux de risques acceptables pour les futurs usagers compte tenu de l'usage retenu, du plan de gestion et de l'analyse des risques. L'objectif de ces précautions d'usage est:

- d'informer les acquéreurs et utilisateurs potentiels des terrains des risques résiduels ;
- d'encadrer la réalisation de travaux ultérieurs sur le site, de prévoir les éventuelles opérations d'entretien ou de surveillance de dispositifs de confinement par exemple, de prévoir les modalités d'accès et d'entretien des piézomètres nécessaires à une éventuelle surveillance des eaux souterraines, par SOCATEX ou RLST le cas échéant, de rappeler la nécessité de vérifier la compatibilité du site pour tout changement d'usage ou tout changement des dispositions retenues dans le plan de gestion,
- de pérenniser l'information relative au site.

Les documents et études nécessaires à l'instauration des précautions d'usage sont transmis à Monsieur le préfet du Nord et à l'inspection des installations classées dans le délai fixé à l'article 10 du présent arrêté.

Dans le cas où, de sa propre initiative, l'exploitant transcrit ces précautions d'usage dans un document opposable, l'exploitant en transmet une copie à Monsieur le préfet du Nord et à l'inspection des installations classées dès réalisation.

En cas de vente des terrains, en compléments aux dispositions prévues par l'article L.514-20 du code de l'environnement, l'ensemble des documents et études relatifs à l'état des sols, aux mesures de gestion et aux précautions d'usages est annexé à l'acte de vente.

Article 8 - Contrôle de l'application des mesures préconisées

Un suivi de la bonne application des mesures préconisées dans le plan de gestion et le présent arrêté préfectoral est mis en œuvre dans le cadre d'un rapport de fin de travaux.

Ce suivi, réalisé par une entité indépendante des prestataires en charge des travaux de réhabilitation, comprend notamment:

- le suivi du chantier incluant l'approbation des filières et lieux d'évacuation envisagés par l'entreprise en charge des travaux, le suivi des excavations et la traçabilité des terres, le contrôle des terres d'apport;
- le contrôle de l'atteinte des objectifs en terme de dépollution;
- le contrôle de l'intégrité des recouvrements des sols et de leur capacité à assurer un confinement efficace de la pollution;
- le contrôle du respect de l'ensemble des mesures prévues par le plan de gestion et le présent arrêté préfectoral;
- l'analyse des risques résiduels finale.

La société en charge du contrôle rédige un rapport final permettant d'attester de la bonne exécution de l'ensemble des dispositions prévues par le plan de gestion et le présent arrêté. L'exploitant transmet une copie de ce rapport à Monsieur le préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à partir de la fin des travaux.

Article 9 – Délais

Les dispositions du présent arrêté doivent être exécutées dans les délais suivants:

Article 2, 5, 8 et 9 – transmission du dossier de suivi, du plan de gestion final et de l'analyse des risques résiduels, du rapport final et du dossier sur les précautions d'usages et le maintien de la mémoire: dans un délai de 3 mois après la fin des travaux prévus à l'article 4.

Article 3 – fin des travaux de rebouchage: au plus tôt et avant le démarrage des travaux de traitement des sols.

Article 4 – traitement des sols: démarrage au plus tard 6 mois à compter de la notification du présent arrêté et fin des travaux au plus tard 2 ans à compter de la notification du présent arrêté. En cas de dépassement du délai de 2 ans, l'exploitant doit justifier auprès de Monsieur le préfet du retard.

Article 4 – notification de la fin des travaux: 1 mois avant la fin des travaux.

Article 10 – Frais

Tous les frais occasionnés par les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 11 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 12 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision

Article 13 – Exécution et notifications

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de FOREST-SUR-MARQUE,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Madame la Présidente de Lille Métropole Communauté Urbaine

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FOREST-SUR-MARQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,

Fait à Lille, le

20 JUIN 2011

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil



